

questions particulièrement litigieuses a été celle de la vérification. Malgré les techniques de plus en plus perfectionnées mises au point dans ce domaine, il était impossible de garantir que toutes les explosions nucléaires pourraient être décelées par la télé-détection. Une fois cette réalité admise, les parties aux négociations ont estimé nécessaire de prévoir des inspections qui auraient été menées sur le territoire même des États soupçonnés de violations. Mais le nombre et les modalités de ces inspections sont rapidement devenus prétexte à des discussions amères et interminables entre les parties.

À l'origine du problème de la vérification, il y avait le sentiment prépondérant de suspicion entre l'Union soviétique d'une part, et les États-Unis et le Royaume-Uni, d'autre part. En cette période de guerre froide, la méfiance de plus en plus grande qui régnait entre les pays sapeait le principe même d'une interdiction complète des essais. Aux États-Unis, les spécialistes de la défense ont objecté que cette interdiction porterait un coup à la stratégie nucléaire américaine en empêchant la mise au point de nouvelles armes et en donnant à l'Union soviétique la possibilité de tirer parti d'éventuelles failles dans les accords de vérification pour continuer, dans la clandestinité, à moderniser ses armements. L'obstructionnisme des Soviétiques sur la question des inspections "intempestives" et la façon dont ils ont renforcé leur état de préparation militaire après avoir abattu un avion de reconnaissance américain U-2 au-dessus de leur territoire en 1960 ont conforté les sceptiques dans leur analyse, à savoir que Moscou ne voulait faire interdire les essais que pour un motif bien précis : empêcher l'Occident de poursuivre la modernisation de son armement, et consolider sa propre position. Même si les États-Unis et l'Union soviétique ne cessaient de proclamer leur intention de parvenir à un traité sur l'interdiction des essais, ni l'un ni l'autre pays ne semblait à l'époque véritablement intéressé par une telle perspective. Les deux parties se retranchaient habilement derrière le problème de la vérification, l'une en réclamant des mesures de toute évidence inacceptables, et l'autre, en refusant d'accepter des mesures manifestement indispensables.

La question de la cessation des essais nucléaires est tout de même restée à l'ordre du jour des négociations internationales de limitation des